

République du Sénégal

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DU PLAN**



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

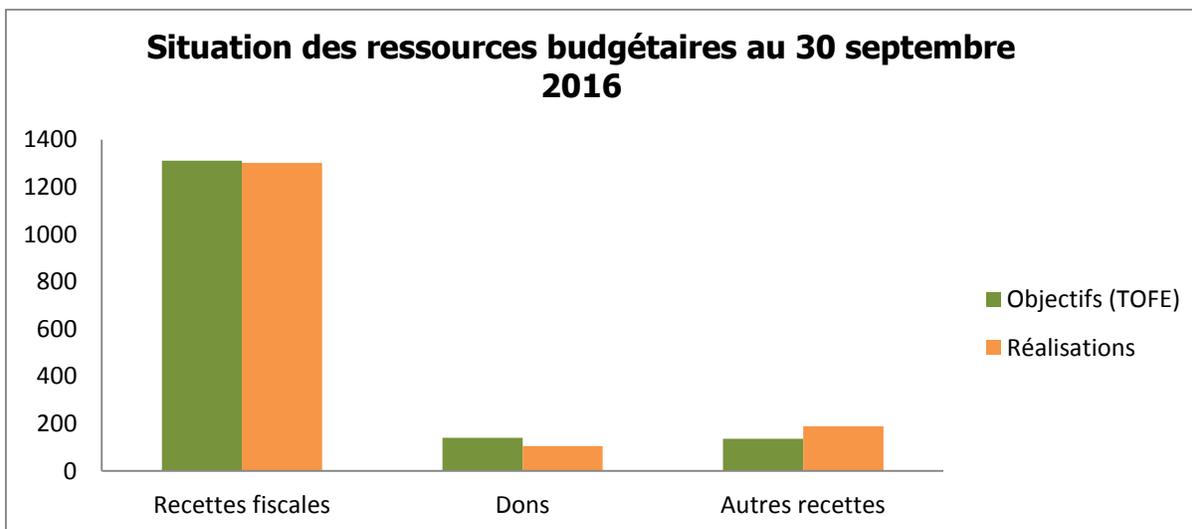
TROISIEME TRIMESTRE 2016

Novembre 2016

www.dgf.finances.gouv.sn

I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

A la fin du troisième trimestre 2016, la mobilisation des ressources internes de l'Etat affiche un niveau de réalisation globale de 1595,5 milliards de francs CFA, soit un taux de couverture de l'objectif de 100,5%. Le détail par catégorie de recettes se présente ainsi qu'il suit :



Les recettes fiscales sont recouvrées à hauteur de **1302,184 milliards de francs CFA**, contre un objectif de **1311,7 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de 99,3%. Les projections de dons sont réalisées à 75,2% alors que les autres recettes connaissent un niveau de mobilisation de 137,9%.

Ces statistiques cachent toutefois des disparités. En effet, les contre-performances enregistrées sur les recettes fiscales sont expliquées par les difficultés que connaissent les recettes douanières (**-10,16 milliards**), le Fonds de Sécurisation des Importations des Produits pétroliers (**FSIPP : -22,3 milliards**) et les revenus des domaines (**-5,03 milliards**).

La moins-value sur les recettes douanières s'explique par le repli des importations de certains produits porteurs de recettes tels que le riz en brisure, la baisse du potentiel de mobilisation des recettes tirées des produits pétroliers et l'augmentation des dépenses fiscales.

Pour ce qui concerne le FSIPP, la moins-value provient de la baisse des cours mondiaux des produits pétroliers et l'arbitrage en faveur du prélèvement de soutien au secteur de

l'énergie, au détriment du FSIPP dans le cadre de la structure des prix des hydrocarbures.

La moins-value observée sur les revenus des domaines est la conséquence de la baisse de la redevance minière de la société SGO qui est passée de 6,2 milliards à 1,3 milliard entre 2015 et 2016.

A contrario, les autres lignes de recettes (Taxes sur les biens et services, les impôts directs, les droits d'enregistrement et de timbre, notamment) se sont bien comportées sur la période et ont permis d'atténuer les écarts négatifs constatés sur les lignes de recettes contre-performantes.

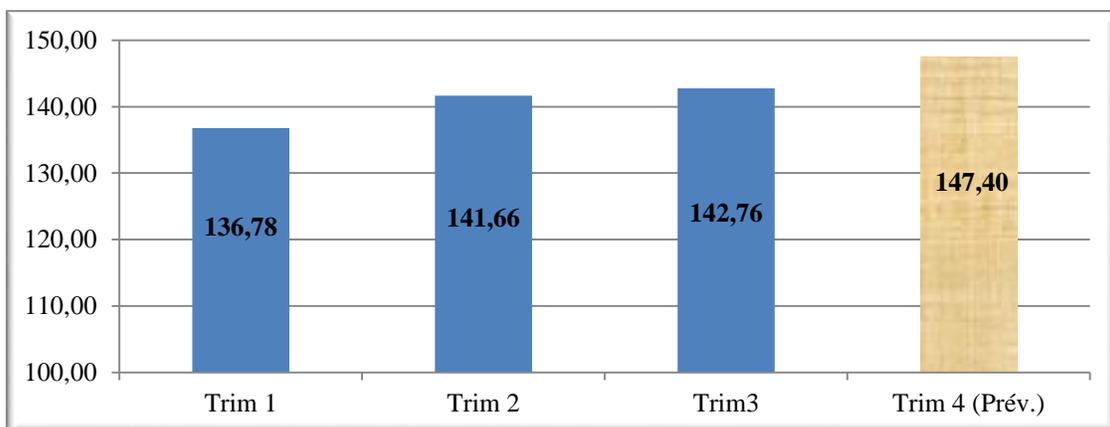
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources internes)

2.1. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel, y compris celles relatives au personnel local des ambassades, se situent à 421,2 milliards de francs CFA sur un montant annuel prévisionnel de 568,6 milliards, selon les dernières révisions. Il se dégage ainsi un taux de réalisation de 74,1% de l'objectif.

Cette masse salariale a connu une tendance haussière au cours des trois derniers trimestres de l'année. En effet, de 136,78 milliards au premier trimestre, elle a connu une hausse marquée de 4,88 milliards de francs CFA au second trimestre. L'évolution croissante des dépenses de personnel s'est quasiment interrompue au troisième avec une légère augmentation de seulement 1,1 milliards de francs CFA entre les deux derniers trimestres.

Evolution trimestrielle de la masse salariale



Source : DSPRV/DGF/MEFP

Pour le dernier trimestre, il est prévu l'ordonnancement d'un montant de 147,4 milliards de francs CFA, tenant compte de la baisse prévue des mises en solde des professeurs et maîtres contractuels pour le reste de l'année, conformément au calendrier prévisionnel, d'un meilleur contrôle des autres types de recrutement, militaires notamment, ainsi que d'une surveillance plus accrue des rappels et régularisations d'arriérés de salaires.

A fin septembre, les effectifs de la fonction publique se situent à 116 661 agents. Comparativement à la même période en 2015, on note une hausse de 8 633 agents dans la fonction publique (+ 8 %).

	2015			2016		
	juillet	août	septembre	juillet	août	septembre
Effectif total	107 269	107 483	108 058	115 554	115 734	116 661
Liquidations de droit	1 282	1 220	1 204	160	146	85

2.2. Dépenses sur ressources internes hors personnel

Les dépenses sur ressources internes hors personnel se répartissent en dépenses courantes et dépenses en capital.

a) Les dépenses courantes

Les crédits ouverts par la loi de finances pour ces dépenses s'élèvent à 787,97 milliards FCFA.

Leur taux d'engagement, est estimé à 80% à la date du 30 septembre, indiquant ainsi la capacité de l'administration à passer les marchés nécessaires à son fonctionnement ainsi que le niveau d'exécution satisfaisant des transferts aux collectivités locales et du secteur parapublic.

Le montant des paiements à fin septembre, s'élève à près de 558,2 milliards FCFA, soit environ 91,44 milliards FCFA de plus qu'à la même période pour l'exercice 2015.

Montant et taux d'exécution (crédits ouverts) des dépenses de fonctionnement et de transfert courant

EXECUTION	prévision LFI	TRIMESTRE 3		TRIMESTRE 3		TOTAL CUMUL ENGAGE	TOTAL CUMUL PAYE	CUMUL	
		ENGAGE	PAYE	Tx. ENGAGE	Tx. PAYE			Tx. ENGAGE	Tx. PAYE
Dépenses de fonctionnement (titre 3)	353,69	105,95	86,86	29,95%	81,98%	274,06	205,91	77,49%	75,13%
Dépenses de transfert (titre 4)	392,12	91,04	85,14	23,22%	93,52%	358,21	352,31	91,35%	98,35%
DEPENSES COURANTES	745,81	196,99	172,00	26,41%	87,31%	632,27	558,22	84,78%	88,29%

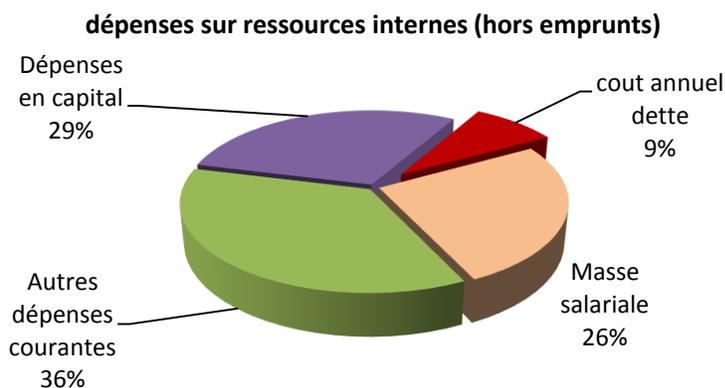
Niveau d'exécution	Exécut° fonction- nement	Exécution transfert	Montant TOTAL exécuté	Exécut° en %	3 ^{ème} Trim. 2015	Ecart 2016 /2015
Engagement des crédits ouverts	274,057	358,214	632,271	80,25%	77,0%	3,21%
Liquidation des engagements	237,61	357,88	595,49	75,58%	91,7%	-16,15%
Paiement des liquidations	205,9	352,314	558,214	70,85%	96,71%	-25,87%
Avances à régulariser	9,75	1,73	11,48	-	-	-

Les taux d'engagement les plus importants pour le fonctionnement de l'Etat concernent principalement les frais d'actes et de contentieux pour 29,3 milliards, les impôts et taxes payés par l'Etat pour 18,7 milliards, les dépenses permanentes pour 36,6 milliards, le paiement des contractuels de l'Education et de la Formation professionnelle pour plus de 20 milliards.

Quant aux subventions aux structures parapubliques, elles sont également très importantes et concernent surtout l'Agence de gestion du Patrimoine bâti de l'Etat pour 33,4 milliards, les Universités et centres des œuvres universitaires.

b) La charge de la dette publique

Ce paragraphe traite de la seule charge de la dette, les mouvements d'emprunt sont traités en partie III.



La charge de la dette, intérieure et extérieure cumulée, s'est élevée à environ 167 milliards FCFA au 3^{ème} trimestre 2016 contre 148 milliards et 168 milliards respectivement au premier et deuxième trimestre de l'année 2016

c) Les dépenses en capital

Les dépenses en capital financées sur ressources internes, prévues dans la LFI à hauteur de 611 milliards FCFA, ont bénéficié du report de crédits non utilisés en 2015 pour atteindre 800,87 milliards FCFA. Trois quarts de ces crédits sont destinés au secteur parapublic (agences et établissements publics), le dernier quart étant mis en œuvre par les services de l'Etat eux-mêmes.

Exécution 2016 (en milliards de FCFA)

Titre	Crédits Ouverts	Crédits engagés	Taux des engagements	Crédits ordonnancés	Taux des ordonnancements	Paiements
Investissements par l'Etat	151,03	89,037	59%	64,91	73%	52,52
Transferts en capital	649,83	359,934	55%	359,89	100%	354,38
TOTAL	800,86	448,971	56%	424,8	95%	406,9

En comparaison des dépenses de fonctionnement, l'engagement et l'ordonnement des crédits d'investissement demandent des délais plus longs, nécessitant d'abord une maturité des projets, et conséquemment l'application des procédures de passation des marchés. Les paiements interviennent enfin après prise en charge comptable, et requièrent la disponibilité de la trésorerie correspondante. Des projets importants sont néanmoins en cours d'exécution, notamment ceux suivis au titre du PSE et plus particulièrement ceux liés au secteur rural et agricole (Programmes relatifs aux domaines agricoles communautaires, à l'équipement du monde rural et aux corridors céréaliers) ainsi qu'au secteur des transports routiers (Autoroute Thiès-Touba, prolongement de l'autoroute à péage AIBD-Mbour-Thiès, etc.).

III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

3.1. Le service de la dette et la situation des emprunts

Les montants payés au titre du service de la dette publique sur la période allant du 01 janvier au 30 septembre 2016 s'élèvent environ à 483,4 milliards de FCFA dont 319,3 milliards pour la dette intérieure (dont 252,94 milliards de remboursement en principal et 66,3 milliards d'intérêts) et 164,1 milliards pour la dette extérieure (dont 87,4 milliards de remboursement en principal et 76,7 milliards de paiement d'intérêts).

Ce qui correspond à un taux d'exécution de 81,1% des crédits de 595,64 milliards destinés au paiement du service de la dette publique.

S'agissant des émissions de titres publics, le montant total mobilisé, depuis le début de l'année 2016, s'élèvent à 508,508 milliards dont 65,508 milliards de bons du trésor par adjudication, 243 milliards d'obligations du Trésor par adjudication et 200 milliards de Sukuk. Il convient de souligner que ce Sukuk, est une obligation de 10 ans sous forme d'APE dénommé « Sukuk Etat du Sénégal 6% 2016 – 2026 ». Elle constitue la seconde opération de cette nature après celle de 2014 qui portait sur un montant de 100 milliards de FCFA pour un taux nominal de 6,25%, remboursable sur quatre ans.

En termes de résultats, les opérations exécutées ont connu globalement un succès en termes de souscription traduisant l'appétit des investisseurs.

Ceci s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie d'endettement. A cet effet, l'objectif de l'Etat reste la satisfaction des besoins de financements avec le meilleur compromis coûts-risques, suivant les orientations de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen terme (SDMT 2016 -2019).

EXECUTION (décaissé)	prévision LFI	1 ^{er} trim.	2 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	Cumul	% exécution
TOTAL DETTES PUBLIQUES	595,64	148	168	167	483	81.1 %
dette intérieure en capital		73	88	93	254	
charges dettes intérieures		23	24	19	66	
dette extérieure en capital		29	28	30	87	
charges dettes extérieures		23	28	25	76	

3.2. Ressources externes et exécution des dépenses afférentes

Sur les 434 milliards FCFA prévus d'être investis sur ressources extérieures, 362 milliards FCFA ont été décaissés au 30 septembre 2016, soit 83,4% des prévisions annuelles

	au 30/09/2016	Prévision LFI	Ecart	
2015		405		
2016	Emprunts	277,1	230	120,4 %
	Subvention	84,9	204	41,6 %
	TOTAL 2016	362	434	83,4 %

Ce taux masque en réalité une double hétérogénéité :

- 1) les décaissements des portefeuilles de la Banque Mondiale et de la Chine représentent plus de 50% du total. Ils sont de 87,5 milliards FCFA et de 105,8 milliards FCFA, soit respectivement plus du double et du triple des prévisions annuelles concernant ces bailleurs. Cette situation s'explique surtout par les importants décaissements de certains projets dont les prévisions sont sous estimées (Projet d'Autoroute Thiès Touba ; Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest/PPAAO-WAPP2 ; Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base/ PAQEEB ; et Projet de Gouvernance et de financement de l'enseignement supérieur axé sur les résultats/PGF SUP) ou absentes (Projet de construction d'une Arène nationale). Dans l'ensemble, les autres portefeuilles s'exécutent correctement.

2) dans la répartition entre les emprunts et les subventions : ce sont essentiellement les décaissements sur les emprunts-projets qui ont été exécutés. Les décaissements portant sur les dons, plus favorables au Sénégal, restant inférieurs aux prévisions.

3.3. L'exécution des crédits transférés au secteur parapublic

A la fin du troisième trimestre 2016, les dotations prévues au titre des transferts courants (titre 4) ont été exécutées à hauteur de 70,2%. Pour ce qui relève des transferts en capital (titre 6), l'exécution a été plus modérée avec un taux de réalisation de 40,3%, en raison de la spécificité de telles dépenses.

Globalement, les agences et établissements publics chargés de mettre en œuvre la politique des investissements de l'Etat sont à un niveau d'exécution de 43,8% de leur budget. Le détail pour une dizaine de structures parmi les plus importantes (montant de transfert de 3 milliards de FCFA au minimum) figure en annexe 4. Le tableau ci-dessous présente de façon synthétique l'exécution du budget transféré à ces structures au 30 septembre 2016.

	PREVISIONS	REALISATIONS	%
Transferts courants	81 679 198 668	57 303 042 616	70,2%
Transferts en capital	632 302 848 109	255 214 330 995	40,4%
Total	713 982 046 777	312 517 373 611	43,8%

3.4. Les comptes spéciaux du Trésor (CST)

Situation des comptes spéciaux du Trésor au 30 septembre 2016 en millions FCFA

Libelles	Recettes	Dépenses	Solde
96.101 FNR	999 000 000	310 000 000	689 000 000
96.103 CEPIA	801 701 878	176 937 579	624 764 299
96.102/F. CONTRÔLE	6 669 495	71 881 186	-65 211 691
96.507 PRETS PART	2 234 069 190	978 521 189	1 255 548 001

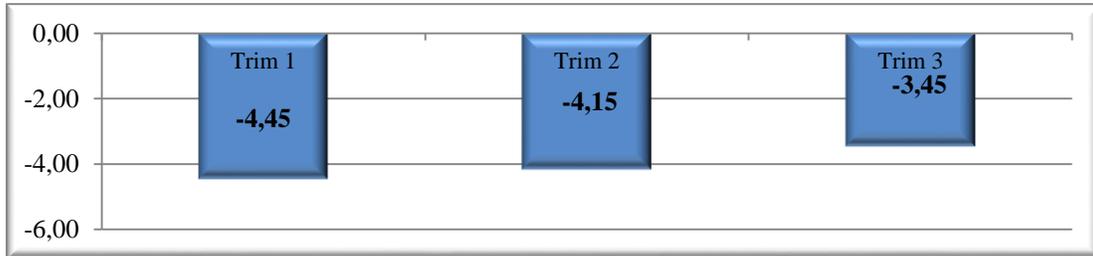
La situation du FNR :

Au 30 septembre 2016, les recettes du FNR sont toujours inférieures aux dépenses. Elles sont respectivement de 6,34 milliards et 7,08 milliards, même s'il a été noté une hausse non négligeable des recettes au courant du mois de septembre. La tendance déficitaire du FNR se poursuit ainsi pour se situer à 741 millions contre 1,4 milliard en août.

Cette baisse de 47% du solde du FNR au mois de septembre est en effet le résultat de l'entrée massive d'agents cotisants au FNR qui sont passés de 86 252 en août à 87 060 en septembre, soit une hausse considérable de 849 agents : les nouvelles entrées dans

la Fonction publique devant, en grande partie, cotiser au FNR. A titre de comparaison, la hausse entre juillet et août des agents au FNR n'avait été que de 141 cotisants.

Evolution trimestrielle du solde du FNR



Source : DSPRV/DGF/MEFP et DTAI

Le solde cumulé du FNR à fin septembre 2016 se monte ainsi à -12,05 milliards, contre -11,24 milliards à la même période en 2015, attestant d'un déficit continu.

Même si une tendance baissière est notée quant à l'évolution du solde du FNR, il convient de remarquer que cela n'est que conjoncturel ; des mesures hardies de redressement sont préconisées afin de recréer l'équilibre du régime structurellement déficitaire.

Annexe 1: Situation des recettes à fin septembre 2016 (source TOFE)

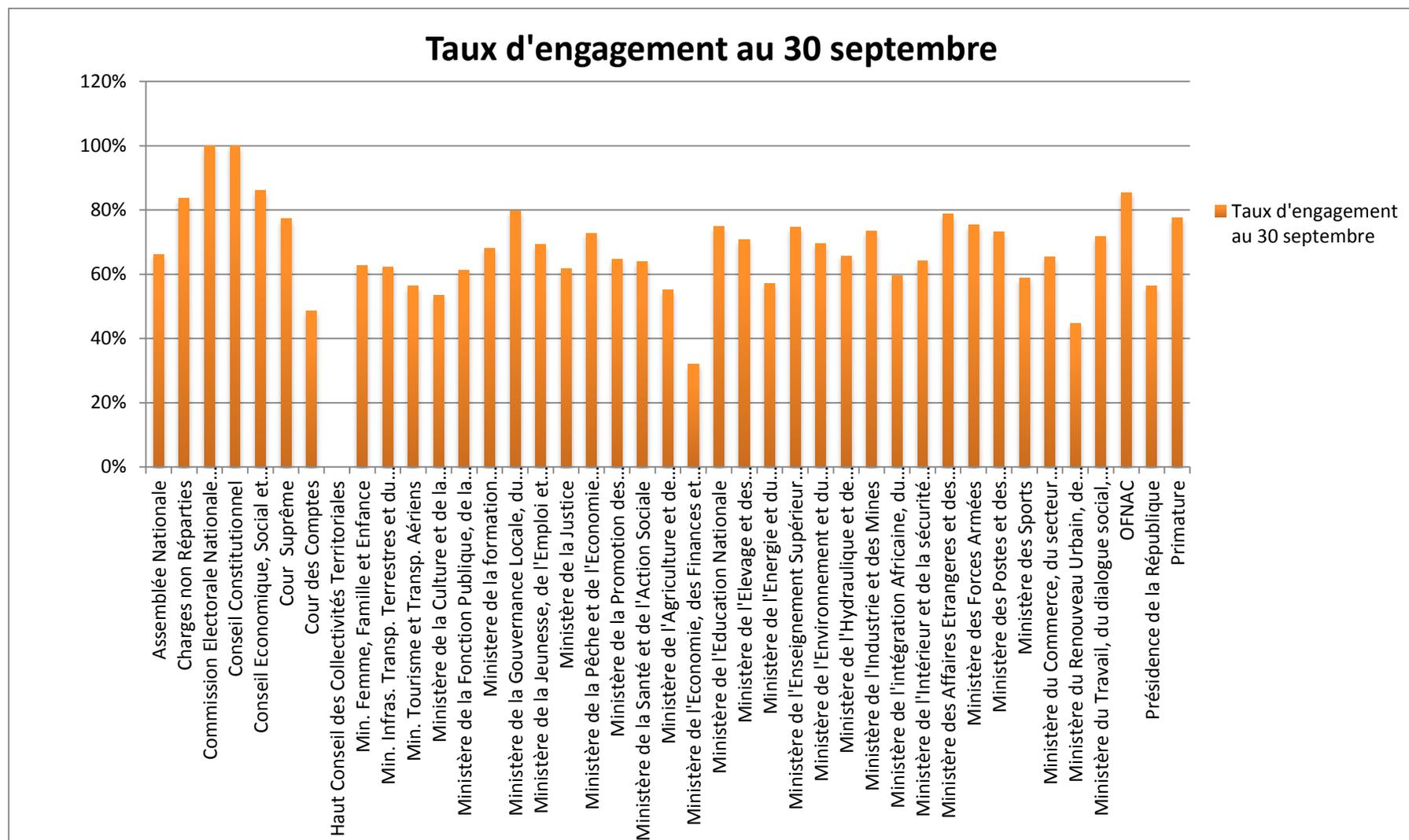
INTITULES RECETTES BASE MSFP 2001	1er semestre	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	3ème trimestre	CUMUL
A1: RECETTES	1 098 215 457 960	159 049 586 242	198 448 079 524	139 571 726 827	497 069 392 592	1 595 284 850 552
Recettes fiscales	901 380 019 855	142 029 658 009	132 463 953 166	126 310 804 581	400 804 415 756	1 302 184 435 611
A111: Impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital	331 790 303 471	34 700 291 210	26 275 900 667	23 281 169 209	84 257 361 086	416 047 664 557
A1111: A la charge des personnes physiques	146 910 737 875	24 756 075 015	23 122 306 415	19 189 580 053	67 067 961 483	213 978 699 358
A1112 A la charge des sociétés et autres entreprises	157 535 160 736	2 004 945 588	1 600 053 697	1 955 793 275	5 560 792 560	163 095 953 296
A1113 Non ventilables	27 344 404 860	7 939 270 607	1 553 540 555	2 135 795 881	11 628 607 043	38 973 011 903
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'oeuvre	8 839 612 768	1 789 689 315	1 302 966 468	1 289 666 928	4 382 322 711	13 221 935 479
A113 Impôts sur le patrimoine	16 803 648 192	1 609 901 277	1 756 694 350	2 326 278 771	5 692 874 398	22 496 522 590
A1133 Impôts sur les mutations par décès, les successions, les donations entre vifs et les legs	2 324 248 689	227 141 625	294 936 026	529 696 249	1 051 773 900	3 376 022 589
A1134 Impôts sur les transactions financières et en capital	14 479 399 503	1 382 759 652	1 461 758 324	1 796 582 522	4 641 100 498	19 120 500 001
A114 Impôts sur les biens et services	439 201 733 575	81 490 300 062	79 030 575 150	73 878 282 415	234 399 157 627	673 600 891 202
A1141 Impôts généraux sur les biens et services	272 834 734 697	59 877 866 478	54 362 586 667	52 389 949 134	166 630 402 279	439 465 136 976
A11411 Impôts sur la valeur ajoutée	269 153 405 936	58 138 699 371	54 142 639 980	52 244 348 261	164 525 687 612	433 679 093 548
A11413 Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux sur les biens et services	3 681 328 761	1 739 167 107	219 946 687	145 600 873	2 104 714 667	5 786 043 428
A1142 Accises	131 615 760 445	13 193 821 106	18 873 471 195	17 205 348 938	49 272 641 239	180 888 401 684
A1144 Taxes sur des services déterminés	29 341 296 976	6 740 770 333	3 660 482 188	3 517 366 873	13 918 619 394	43 259 916 370
A1145 Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	5 409 941 457	1 677 842 145	2 134 035 100	765 617 470	4 577 494 715	9 987 436 172
A11451 Taxes sur les véhicules à moteur	5 409 941 457	1 677 842 145	2 134 035 100	765 617 470	4 577 494 715	9 987 436 172
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions	92 061 147 642	20 527 793 924	21 645 746 067	23 284 733 596	65 458 273 587	157 519 421 229
A1151 Droits de douane et autres droits à l'importation	92 061 147 642	20 527 793 924	21 645 746 067	23 284 733 596	65 458 273 587	157 519 421 229
A116 Autres recettes fiscales	12 683 574 207	1 911 682 221	2 452 070 464	2 250 673 662	6 614 426 347	19 298 000 554
A13 Dons	78 453 882 676	9 717 647 113	8 483 387 098	8 483 387 098	26 684 421 308	105 138 303 984
A131 Reçus d'administrations publiques étrangères	72 281 882 676	9 717 647 113	8 483 387 098	8 483 387 098	26 684 421 308	98 966 303 984
A132 Reçus d'organisations internationales	6 172 000 000	-	-	-	-	6 172 000 000
A133 Reçus d'autres unités d'administration publique	-	-	-	-	-	-
A14 Autres recettes	118 381 555 429	7 302 281 120	57 500 739 260	4 777 535 148	69 580 555 528	187 962 110 957
A141 Revenu de la propriété	48 891 549 130	2 990 680 493	580 613 223	656 255 895	4 227 549 611	53 119 098 741
A142 Ventes de biens et services	6 477 123 472	1 089 289 219	1 135 584 421	901 457 015	3 126 330 655	9 603 454 127
A145 Recettes diverses non identifiées	63 012 882 827	3 222 311 408	55 784 541 616	3 219 822 238	62 226 675 262	125 239 558 089

Annexe 2 : Exécution des dépenses au 30 septembre 2016 par institutions et ministères

Ministères et Institutions	LFI (1)	Crédits Ouverts (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'engagement % (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Taux de paiement % (6/2)	Restes à payer (7)
Assemblée Nationale	14 134 506 000	14 334 506 000	9 462 600 000	66%	9 462 600 000	9 462 600 000	9 462 600 000	100%	-
Charges non Réparties	207 946 905 000	182 643 121 152	152 939 617 066	84%	150 742 753 448	149 911 638 974	140 028 323 453	93%	9 883 315 521
Commission Electorale Nationale Autonome	1 600 983 000	3 635 871 000	3 635 871 000	100%	3 635 871 000	3 635 871 000	3 534 888 000	97%	100 983 000
Conseil Constitutionnel	801 330 000	836 330 000	836 330 000	100%	836 330 000	836 330 000	836 330 000	100%	-
Conseil Economique, Social et Environnemental	9 102 087 000	9 102 087 000	7 825 837 000	86%	7 825 837 000	7 825 837 000	7 825 837 000	100%	-
Cour Suprême	846 063 000	846 063 000	653 297 250	77%	653 297 250	653 297 250	653 297 250	100%	-
Cour des Comptes	1 757 879 000	3 020 879 000	1 468 909 250	49%	1 468 909 250	1 468 909 250	1 468 909 250	100%	-
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	-	800 000 000	-	0%	-	-	-	-	-
Min. Femme, Famille et Enfance	7 385 069 000	8 387 028 356	5 262 124 035	63%	5 051 669 950	4 947 206 191	4 653 702 880	94%	293 503 311
Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	132 191 231 000	138 817 418 155	86 289 626 469	62%	86 220 080 450	84 210 050 750	84 025 031 770	100%	185 018 980
Min. Tourisme et Transp. Aériens	18 466 099 000	26 460 099 000	14 903 868 563	56%	14 867 752 246	14 850 209 331	14 321 832 920	96%	528 376 411
Ministère de la Culture et de la Communication	12 364 069 000	20 810 169 000	11 100 718 759	53%	10 802 972 542	10 694 494 824	10 612 710 163	99%	81 784 661
Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	1 019 789 000	1 489 789 000	913 328 345	61%	827 451 116	796 852 521	775 258 801	97%	21 593 720
Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	15 045 525 000	15 864 242 778	10 798 390 135	68%	9 917 385 373	9 764 074 276	8 673 126 111	89%	1 090 948 165
Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	53 654 402 000	60 404 402 000	48 197 456 105	80%	48 167 144 770	46 257 776 064	46 212 176 399	100%	45 599 665
Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	7 162 109 000	11 662 109 000	8 081 982 746	69%	8 036 728 188	8 027 681 302	8 007 744 793	100%	19 936 509
Ministère de la Justice	10 735 571 000	12 410 161 000	7 650 512 331	62%	6 223 832 639	5 331 797 507	5 108 447 431	96%	223 350 076
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	14 524 279 000	18 171 443 500	13 222 108 785	73%	12 685 459 636	12 553 319 892	11 643 157 870	93%	910 162 022
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	17 202 188 000	7 902 188 000	5 106 617 008	65%	5 002 096 368	4 986 421 158	4 982 121 608	100%	4 299 550
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	70 354 842 000	69 482 515 965	44 456 936 769	64%	38 166 596 329	37 092 538 178	35 154 500 888	95%	1 938 037 290
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	75 076 579 000	118 517 130 960	65 322 880 699	55%	64 554 625 796	64 368 718 037	62 607 382 483	97%	1 761 335 554
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	167 020 376 000	226 597 784 592	72 268 534 966	32%	68 923 740 105	67 793 339 927	61 099 008 029	90%	6 694 331 898
Ministère de l'Education Nationale	126 632 149 000	128 331 259 850	96 096 467 176	75%	84 878 822 548	81 176 911 594	72 697 209 831	90%	8 479 701 763
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6 994 107 000	7 010 107 000	4 952 637 534	71%	4 635 664 215	4 598 891 341	4 553 852 741	99%	45 038 600
Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	15 507 215 000	21 660 215 000	12 383 477 754	57%	12 304 497 796	12 206 410 682	12 185 298 424	100%	21 112 258
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	135 699 918 000	151 800 770 776	113 356 068 847	75%	111 097 021 764	110 969 340 217	109 329 713 766	99%	1 639 626 451
Ministère de l'Environnement et du développement durable	11 001 425 000	11 688 095 000	8 137 417 506	70%	7 127 378 969	6 748 070 227	6 178 848 791	92%	569 221 436
Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	23 422 803 000	30 588 820 452	20 116 448 129	66%	18 322 681 407	18 087 282 724	18 030 833 367	100%	56 449 357
Ministère de l'Industrie et des Mines	8 472 818 000	12 997 818 000	9 524 640 568	73%	9 442 301 409	9 348 816 401	9 284 042 374	99%	64 774 027
Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	943 000 000	1 243 000 000	738 752 416	59%	727 690 217	688 756 545	632 507 258	92%	56 249 287
Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	36 623 419 000	51 855 668 870	33 303 458 214	64%	31 260 733 822	30 699 841 903	29 004 785 728	94%	1 695 056 175
Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	32 601 867 000	36 478 265 380	28 725 054 883	79%	6 541 970 634	6 212 016 068	4 467 891 772	72%	1 744 124 296
Ministère des Forces Armées	71 787 933 000	104 556 545 944	78 704 934 775	75%	76 382 446 533	74 977 751 516	70 326 426 725	94%	4 651 324 791
Ministère des Postes et des Télécommunications	2 430 456 000	2 230 456 000	1 630 206 307	73%	1 463 908 961	1 457 041 831	1 449 411 831	99%	7 630 000

Ministères et Institutions	LFI (1)	Crédits Ouverts (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'engagement % (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Taux de paiement % (6/2)	Restes à payer (7)
Ministère des Sports	8 713 552 000	7 828 752 000	4 611 342 675	59%	4 210 433 369	4 194 831 552	4 082 742 822	97%	112 088 730
Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	4 838 089 000	6 037 344 400	3 945 664 216	65%	3 862 892 633	3 842 424 888	3 802 284 122	99%	40 140 766
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	13 031 871 000	25 410 907 266	11 378 683 975	45%	10 740 586 338	10 691 573 762	10 665 279 830	100%	26 293 932
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	1 200 790 000	2 428 290 000	1 744 754 122	72%	1 643 371 687	1 570 656 707	1 478 664 696	94%	91 992 011
OFNAC	1 000 000 000	1 580 000 000	1 350 000 000	85%	1 350 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	100%	-
Présidence de la République	63 333 161 000	72 480 081 000	40 888 898 064	56%	40 518 247 157	40 399 355 560	39 841 593 663	99%	557 761 897
Primature	51 935 546 000	58 200 176 534	45 100 963 202	77%	44 984 312 341	44 933 862 443	44 858 570 276	100%	75 292 167
Total général	1 454 562 000 000	1 686 601 911 930	1 087 087 417 644	64%	1 025 568 095 256	1 009 622 799 393	965 906 345 116	96%	43 716 454 277

Annexe 3 : Taux d'engagement des crédits du budget général par section au 30 septembre 2016



Annexe 4 : Situation des actes modificatifs de l'affectation des crédits au 30 septembre 2016.

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant acte
juil.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	32 650 000 000	- 50 000 000
		Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 368 500 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Transferts courants	22 408 000 000	50 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	-	50 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Transfert en capital	30 000 000	18 500 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	750 000 000	200 000 000
	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	Dépenses de fonctionnement	21 350 000	-
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Transfert en capital	-	100 000 000
Total juil.-16			81 159 350 000	-
juil.-16	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Dépenses de fonctionnement	5 020 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	5 580 000	-
	Ministère de l'Education Nationale	Transferts courants	59 575 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	738 686 000	-
	Présidence de la République	Comptes Spéciaux du Trésor	178 200 000	-
Total juil.-16			6 002 041 000	-
juil.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	32 650 000 000	- 30 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Investissements executés par l'état	628 000 000	-
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	9 700 000	-
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements executés par l'état	53 000 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Investissements executés par l'état	150 000 000	-
	OFNAC	Transferts courants	1 000 000 000	30 000 000
Total juil.-16			34 490 700 000	-
juil.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	97 950 000 000	- 212 800 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transferts courants	433 495 000	39 000 000
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	90 338 000	13 600 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	7 190 000	4 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	257 809 000	-
		Transferts courants	3 811 820 000	121 200 000
	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	139 261 000	35 000 000
Total juil.-16			102 689 913 000	-
juil.-16	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 470 100 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Investissements executés par l'état	628 000 000	22 100 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	600 000 000	-
	Ministère des Sports	Transfert en capital	500 000 000	200 000 000
	Primature	Dépenses de fonctionnement	229 635 000	-
		Transfert en capital	600 000 000	248 000 000
Total juil.-16			27 857 635 000	-
juil.-16	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 440 700 000
	Ministère de la Justice	Transfert en capital	-	300 000 000
	Primature	Transfert en capital	600 000 000	140 700 000
Total juil.-16			25 900 000 000	-
juil.-16	Assemblée Nationale	Transfert en capital	500 000 000	200 000 000
	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 200 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	630 000 000	-
Total juil.-16			26 430 000 000	-

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant acte
juil.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	32 650 000 000	- 281 261 700
		Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 600 000 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Dépenses de fonctionnement	2 000 000	100 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transfert en capital	-	600 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	2 200 000 000	98 261 700
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	750 750 000	83 000 000
Total juil.-16			60 902 750 000	-
juil.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	32 650 000 000	- 500 000 000
	Ministère des Sports	Dépenses de fonctionnement	2 000 000 000	500 000 000
Total juil.-16			34 650 000 000	-
août-16	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	50 600 000 000	- 302 500 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Investissements executés par l'état	58 000 000	17 500 000
		Transfert en capital	200 000 000	100 000 000
	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	Investissements executés par l'état	-	50 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	120 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	1 204 900 000	-
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Investissements executés par l'état	21 000 000	50 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	1 778 000 000	85 000 000
	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	Investissements executés par l'état	70 000 000	-
Total août-16			54 051 900 000	-
août-16	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	8 397 000	-
	Ministère des Forces Armées	Dépenses de fonctionnement	43 228 000	-
Total août-16			51 625 000	-
août-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	35 416 781 000	- 155 000 000
		Investissements executés par l'état	50 600 000 000	- 278 000 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Investissements executés par l'état	4 200 000	20 000 000
		Transfert en capital	1 000 000 000	100 000 000
	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	Transferts courants	190 000 000	50 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	618 290 000	-
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Dépenses de fonctionnement	17 619 000	-
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transfert en capital	150 000 000	50 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	10 607 000	15 000 000
	Ministère des Forces Armées	Transferts courants	56 000 000	15 000 000
	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Transfert en capital	-	33 000 000
	Primature	Transfert en capital	600 000 000	75 000 000
	Transferts courants	661 675 000	75 000 000	
Total août-16			89 325 172 000	-
août-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	97 950 000 000	- 234 906 710
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	28 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	156 465 000	-
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Transferts courants	154 900 000	25 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Dépenses de fonctionnement	252 737 000	189 023 200
	Transferts courants	3 811 820 000	20 883 510	
Total août-16			102 353 922 000	-
août-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	32 650 000 000	- 220 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	472 678 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	Transferts courants	1 358 000 000	200 000 000
	Ministère des Forces Armées	Transferts courants	270 000 000	20 000 000

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant acte
Total août-16			34 750 678 000	-
août-16	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	Investissements executés par l'état	90 000 000	-
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements executés par l'état	8 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	3 371 000 000	-
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements executés par l'état	125 000 000	-
	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	Investissements executés par l'état	127 000 000	-
	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Investissements executés par l'état	-	-
Total août-16			3 721 000 000	-
août-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	32 650 000 000	- 20 500 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Dépenses de fonctionnement	47 750 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	45 500 000	20 500 000
Total août-16			32 743 250 000	-
août-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	97 950 000 000	- 170 500 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transferts courants	-	50 000 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transferts courants	90 000 000	25 000 000
	Ministère de la Justice	Transferts courants	340 000 000	50 000 000
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Transferts courants	44 593 180 000	-
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	220 000 000	25 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	8 300 000	20 500 000
Total août-16			143 201 480 000	-
sept.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	53 720 882 000	9 191 216 705
		Dépenses de personnel	15 224 594 000	- 4 000 000 000
		Transferts courants	17 939 600 000	20 000 000 000
	Haut Conseil des Collectivités Territoriales	Transferts courants	-	600 000 000
	Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	Transfert en capital	38 500 000 000	- 8 705 169 121
		Transferts courants	4 300 000 000	1 000 000 000
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transfert en capital	-	2 000 000 000
	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Transfert en capital	300 000 000	150 000 000
		Transferts courants	22 423 000 000	3 500 000 000
	Ministère de la Justice	Dépenses de fonctionnement	-	25 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Transfert en capital	21 175 000 000	- 4 595 000 000
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Transfert en capital	10 256 624 000	3 600 000 000
	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	Transfert en capital	-	- 2 445 935 000
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Transfert en capital	4 870 000 000	- 3 690 000 000
		Transferts courants	5 106 000 000	1 793 000 000
	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	Investissements executés par l'état	2 745 000 000	- 878 759 019
		Transfert en capital	2 150 000 000	- 423 703 774
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	2 200 000 000	1 743 330 000
		Transfert en capital	3 500 000 000	- 2 660 953 068
		Transferts courants	5 200 000 000	1 250 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	619 750 000	200 000 000
	Ministère des Forces Armées	Investissements executés par l'état	200 000 000	400 000 000
		Transfert en capital	-	3 000 000 000
	Ministère des Sports	Dépenses de fonctionnement	2 000 000 000	629 200 000
	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	Investissements executés par l'état	659 000 000	- 7 652 900
		Transfert en capital	390 000 000	2 700 000 000
	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	Transferts courants	73 320 000	150 000 000
Présidence de la République	Transfert en capital	1 000 000 000	800 000 000	

Date acte	Libelle Section	Libelle titre	Dotation initiale	Montant acte
		Transferts courants	3 750 192 000	1 200 000 000
	Primature	Transfert en capital	600 000 000	410 000 000
		Transferts courants	540 000 000	500 000 000
Total sept.-16			219 442 962 000	27 434 573 823
sept.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	65 300 000 000	- 300 000 000
		Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 215 000 000
		Transferts courants	-	250 000 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Investissements executés par l'état	-	-
	Min. Tourisme et Transp. Aériens	Transferts courants	-	50 000 000
	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	Transfert en capital	1 500 000 000	200 000 000
	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	Investissements executés par l'état	5 500 000	-
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements executés par l'état	6 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	97 260 000	-
		Investissements executés par l'état	14 000 000	15 000 000
Total sept.-16			92 222 760 000	-
sept.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	32 650 000 000	- 100 000 000
		Investissements executés par l'état	50 600 000 000	- 100 000 000
	Cour des Comptes	Investissements executés par l'état	95 000 000	-
	Ministère de la Culture et de la Communication	Transfert en capital	100 000 000	50 000 000
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	Investissements executés par l'état	150 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	7 000 000	50 000 000
	Ministère de l'Environnement et du développement durable	Transferts courants	11 440 000	50 000 000
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Investissements executés par l'état	2 496 000 000	-
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de personnel	445 749 000	-
	Ministère des Postes et des Télécommunications	Transfert en capital	500 000 000	50 000 000
Total sept.-16			87 055 189 000	-
sept.-16	Charges non Réparties	Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 65 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Investissements executés par l'état	500 000 000	65 000 000
Total sept.-16			25 800 000 000	-
sept.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	35 367 076 000	- 400 000 000
		Investissements executés par l'état	25 300 000 000	- 323 000 000
	Min. Femme, Famille et Enfance	Investissements executés par l'état	10 000 000	-
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Investissements executés par l'état	167 000 000	13 000 000
		Transfert en capital	750 000 000	300 000 000
	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	Dépenses de fonctionnement	9 082 800 000	400 000 000
		Investissements executés par l'état	75 000 000	10 000 000
Total sept.-16			70 751 876 000	-
sept.-16	Charges non Réparties	Dépenses de fonctionnement	130 600 000 000	- 490 600 066
	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	Dépenses de fonctionnement	8 119 000	49 500 000
		Investissements executés par l'état	158 900 000	-
	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	Transferts courants	1 000 000 000	91 100 066
	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	Dépenses de fonctionnement	220 000 000	100 000 000
	OFNAC	Transferts courants	1 000 000 000	200 000 000
	Présidence de la République	Transferts courants	400 000 000	50 000 000
Total sept.-16			133 387 019 000	-
sept.-16	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	Investissements executés par l'état	102 000 000	-
Total sept.-16			102 000 000	-
Total général			1 489 043 222 000	27 434 573 823

Annexe 5: Dépenses des principales structures publiques bénéficiant de subventions de l'Etat

STRUCTURES	Budget global		Exécution		
	2016	dont subvention Etat	Réalisation au 30/06/16	dont subvention Etat	Taux d'exécution de la subvention Etat
ADIE	3 734 389 896	3 669 777 000	3 041 945 646	2 977 332 750	81,1%
<i>dont fonctionnement</i>	2 919 694 405	2 896 527 000	2 227 250 155	2 204 082 750	76,1%
<i>dont investissement</i>	814 695 491	773 250 000	814 695 491	773 250 000	100,0%
ADS	24 058 128 565	5 099 000 000	19 688 833 022	3 200 500 000	62,8%
<i>dont fonctionnement</i>	17 616 300 000	2 500 000 000	18 363 333 022	1 875 000 000	75,0%
<i>dont investissement</i>	6 441 828 565	2 599 000 000	1 325 500 000	1 325 500 000	51,0%
AGEROUTE	483 836 830 123	218 826 170 758	171 406 409 587	93 361 063 786	42,7%
<i>dont fonctionnement</i>	6 100 346 147	5 071 605 697	3 029 773 252	2 444 832 936	48,2%
<i>dont investissement</i>	477 736 483 976	213 754 565 061	168 376 636 335	90 916 230 850	42,5%
ANACMU	21 511 863 437	10 664 166 000	11 735 042 046	6 398 493 600	60,0%
<i>dont fonctionnement</i>	19 817 627 037	10 444 055 895	14 059 006 516	6 398 493 600	61,3%
<i>dont investissement</i>	1 694 236 400	220 110 105	1 551 708 874	0	0,0%
ISRA	11 193 292 654	4 987 965 000	6 148 844 205	3 375 000 000	67,7%
<i>dont fonctionnement</i>	9 726 946 699	4 677 165 000	5 403 815 633	3 375 000 000	72,2%
<i>dont investissement</i>	1 466 345 955	310 800 000	745 028 572	0	0,0%
ASER	80 749 473 218	63 246 000 000	65 287 936 298	60 875 000 000	96,3%
<i>dont fonctionnement</i>	10 230 752 670	3 246 000 000	4 789 336 559	1 875 000 000	57,8%
<i>dont investissement</i>	70 518 720 548	60 000 000 000	60 498 599 739	59 000 000 000	98,3%
ASP	5 729 004 819	5 200 000 000	5 110 464 819	4 666 124 819	89,7%
<i>dont fonctionnement</i>	4 972 000 000	4 454 560 000	4 898 900 000	4 454 560 000	100,0%
<i>dont investissement</i>	757 004 819	745 440 000	211 564 819	211 564 819	28,4%
DGPSN	43 404 398 036	33 270 285 244	15 584 314 469	9 880 000 000	29,7%
<i>dont fonctionnement</i>	5 275 094 456	1 900 000 000	1 418 599 713	1 300 000 000	68,4%
<i>dont investissement</i>	38 129 303 580	31 370 285 244	14 165 714 756	8 580 000 000	27,4%
CETUD	7 371 766 029	1 450 000 000	4 037 540 653	750 000 000	51,7%
<i>dont fonctionnement</i>	1 206 000 000	750 000 000	485 190 438	350 000 000	46,7%
<i>dont investissement</i>	6 165 766 029	700 000 000	3 552 350 215	400 000 000	57,1%
ANPEJ	5 932 900 000	5 489 080 000	2 750 800 000	2 489 080 002	45,3%
<i>dont fonctionnement</i>	1 804 437 254	1 670 237 254	1 726 037 254	818 842 748	49,0%
<i>dont investissement</i>	4 128 462 746	3 818 842 746	1 024 762 746	1 670 237 254	0,0%
DGPU	26 460 000 000	4 200 000 000	7 725 242 866	4 100 000 000	97,6%
<i>dont fonctionnement</i>	2 010 000 000	200 000 000	901 800 074	100 000 000	50,0%
<i>dont investissement</i>	24 450 000 000	4 000 000 000	6 823 442 792	4 000 000 000	0,0%
TOTAL	713 982 046 777	356 102 444 002	312 517 373 611	192 072 594 957	53,9%